

# RÉPERTOIRE DES ENTREPRISES CONTRÔLÉES MAJORITAIREMENT PAR L'ÉTAT (RECME) pour les années 1994 à 2004

## Deux enquêtes annuelles

Le décret n° 84-966 du 22 octobre 1984 paru au journal officiel n° 263 du 28 octobre 1984 institue le répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME) et charge l'INSEE de sa réalisation. Une enquête effectuée chaque année depuis 1984, permet de recenser les entreprises françaises contrôlées directement ou indirectement par l'État, c'est-à-dire les entreprises où l'État a le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes de direction.

Parallèlement à l'enquête de mise à jour du RECME, l'INSEE réalise auprès des sociétés privées une enquête annuelle sur les liaisons financières entre sociétés (LIFI). Cette opération touche de plus en plus d'entreprises en raison de l'accroissement continu du nombre des liaisons financières entre sociétés. Le traitement commun de ces deux enquêtes permet de mieux couvrir le champ des entreprises publiques. En particulier, l'exploitation de l'enquête auprès des sociétés privées permet de faire apparaître des entreprises qui se révèlent être contrôlées par l'État par le biais des filiales.

## Quelques précisions

### *Contrôle et groupe*

Une participation désigne la détention en nom propre (directe) d'actions ou de parts sociales d'une autre société. Lorsque la part des droits de vote associés à ces actions dépasse 50 %, on parle de **contrôle direct** sur la participation. Lorsque les droits détenus directement sont insuffisants pour assurer le contrôle, mais qu'additionnés avec ceux d'entreprises contrôlées, ils permettent la prise de contrôle effective, on parle de **contrôle indirect**.

*Ces définitions ne recoupent pas exactement celles des comptables. Ceux-ci distinguent les filiales qui correspondent à la notion de contrôle direct, les participations qui désignent uniquement des entreprises où il n'y a pas de contrôle direct (mais qui sont peut-être contrôlées indirectement) et enfin les placements qui sont des investissements motivés par des considérations purement financières.*

Un **groupe** est un ensemble de personnes morales dépendant par des relations patrimoniales d'une entreprise, qui n'est pas elle-même contrôlée par une autre entreprise. Cette entreprise, centre de décision, est appelée **tête de groupe**. Dans le cas des groupes publics, la tête de groupe est contrôlée, éventuellement indirectement, par l'État. L'ensemble des entreprises publiques forment donc un "**groupe État**".

### *Secteur public et entreprise publique*

La notion de **secteur public** retenue dans le RECME fait référence aux seules entreprises publiques contrôlées par l'État. On considère comme **entreprise publique** toute entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la

propriété ou de la participation financière, en disposant, soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Cette limitation aux seuls droits de l'État écarte certaines entreprises, comme les entreprises contrôlées par les collectivités territoriales (offices publics d'HLM, par exemple) et comme la **Caisse des Dépôts et Consignations** qui est placée sous la tutelle du Parlement et non de l'État. En revanche, sa filiale Caisse des dépôts développement fait partie des entreprises publiques, en raison de considérations juridiques spécifiques. Ainsi, seule une partie du groupe Caisse des dépôts est-elle intégrée au secteur public.

*L'appellation « secteur public », au sens large mais non au sens du RECME, fait référence à un ensemble plus vaste que les seules entreprises publiques d'État et peut inclure également la fonction publique. Cette dernière comprend :*

- la fonction publique d'État, y compris le ministère de la Défense et certains établissements publics sur budgets propres (CNRS, ANPE...), mais non compris les exploitants publics, La Poste, France Télécom qui figurent dans le répertoire des entreprises contrôlées par l'État,
- la fonction publique territoriale,
- la fonction publique hospitalière.

*En marge du secteur public, certains organismes peuvent être considérés comme faisant partie des administrations publiques :*

- les organismes consulaires,
- les organismes d'assurance sociale,
- les établissements d'enseignement privé sous contrat.

## Les fichiers

Les fichiers annuels sont issus du traitement du répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME). Ils ne contiennent qu'une partie de l'information présente dans le répertoire. Ils sont datés du 31 décembre de chaque année.

Chaque fichier annuel constitue un fichier indépendant d'une dizaine de variables et décrivant 1 000 à 3 000 entreprises.

*Nombre d'entreprises présentes dans le RECME, par années :*

1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
2715	2635	2514	2508	1782	1654	1591	1568	1613	1491	1288	1143

Les fichiers annuels peuvent être appariés à l'aide du numéro SIRENE de l'entreprise.

## Les variables

SIRENE	Numéro de l'entreprise au répertoire SIRENE
	<i>nnnnnnnnn</i> numéro en 9 caractères
NOM	Raison sociale
	<i>texte en 61 caractères maximum, comprenant quelquefois une abréviation</i>
ADRESSE	Adresse (numéro et nom de voirie)
	<i>texte en 32 caractères maximum</i>
CODPOST	Code postal
	<i>nnnnn</i> code défini par la Poste en 5 caractères

COMPOST	Nom de commune suivant le code postal
	<i>texte en 27 caractères maximum</i> <i>Peut contenir des cedex ou des noms qui ne correspondent pas à une commune</i>
DEP	Code officiel géographique du département <i>Ce code est quelques fois différent du code départemental inclus dans le code postal : erreur ou vraie différence (rare) ?</i>
	01 à 95 Département métropolitain 20 Corse 97 DOM 98 Collectivité territoriale et TOM 99 Étranger (dont Monaco) <i>blanc</i> Localisation inconnue
REG	Code officiel géographique de la région
	11 à 94 Région métropolitaine 01 à 04 Région d'outremer <i>blanc</i> Collectivité territoriale et TOM, étranger et localisation inconnue
CJ	Catégorie juridique
	2320 Société en participation avec personne morale 2900 Autre groupement de droit privé non doté de la personnalité morale 3120 Société étrangère immatriculée au RCS 3220 Société étrangère non immatriculée au RCS 3290 (Autre) personne morale de droit étranger 4110 Établissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public 4120 Établissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public 4130 Exploitant public 4140 Établissement public local à caractère industriel ou commercial 4150 Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial 4160 Institution Banque de France 5191 Société de caution mutuelle 5192 Société coopérative de banque populaire 5193 Caisse de crédit maritime mutuel 5194 Caisse (fédérale) de crédit mutuel 5195 Association coopérative inscrite ( droit local Alsace Moselle ) 5196 Caisse d'épargne et de prévoyance à forme coopérative 5202 Société en nom collectif 5203 Société en nom collectif coopérative 5306 Société en commandite simple 5307 Société en commandite simple coopérative 5308 Société en commandite par actions 5309 Société en commandite par actions coopérative 5385 Société d'exercice libéral en commandite par action 5410 SARL nationale 5415 SARL d'économie mixte 5422 SARL immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) 5426 Société immobilière de gestion 5430 Safer en SARL 5431 SARL mixte d'intérêt agricole (SMIA)

5432 SARL d'intérêt collectif agricole (SICA)
5442 SARL d'attribution
5443 SARL coopérative de construction
5451 SARL coopérative de consommation
5453 SARL coopérative artisanale
5454 SARL coopérative d'intérêt maritime
5455 SARL coopérative de transports
5458 SARL coopérative ouvrière de production et de crédit (SCOP)
5459 SARL union de sociétés coopératives
5460 Autre SARL coopérative
5485 Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
5498 SARL unipersonnelle
5499 Autre société à responsabilité limitée
5505 SA à participation ouvrière à conseil d'administration
5510 SA nationale à conseil d'administration
5515 SA d'économie mixte à conseil d'administration
5520 Société d'investissement à capital variable (SICAV) à conseil d'administration
5522 Société anonyme immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à conseil d'administration
5525 Société anonyme immobilière d'investissement à conseil d'administration
5530 Safer anonyme à conseil d'administration
5531 Société anonyme mixte d'intérêt agricole (SMIA) à conseil d'administration
5532 Société anonyme mixte d'intérêt collectif agricole (SICA) à conseil d'administration
5542 Société anonyme d'attribution à conseil d'administration
5543 Société anonyme coopérative de construction à conseil d'administration
5546 SA de HLM à conseil d'administration
5547 SA coopérative de production de HLM à conseil d'administration
5548 SA de crédit immobilier à conseil d'administration
5551 SA coopérative de consommation à conseil d'administration
5552 SA coopérative de commerçants détaillants à conseil d'administration
5553 SA coopérative artisanale à conseil d'administration
5554 SA coopérative (d'intérêt) maritime à conseil d'administration
5555 SA coopérative de transports à conseil d'administration
5558 SA coopérative ouvrière de production et de crédit (SCOP) à conseil d'administration
5559 SA union de sociétés coopératives à conseil d'administration
5560 Autre SA coopérative à conseil d'administration
5585 Société d'exercice libéral à forme anonyme à conseil d'administration
5599 Autre SA à conseil d'administration
5605 SA à participation ouvrière à directoire
5610 SA nationale à directoire
5615 SA d'économie mixte à directoire
5620 Société d'investissement à capital variable (SICAV) à directoire
5622 Société immobilière pour le commerce et l'industrie (SICOMI) anonyme à directoire

5625	Société immobilière d'investissement anonyme à directoire
5630	Safer anonyme à directoire
5631	Société anonyme mixte d'intérêt agricole (SMIA)
5632	Société anonyme d'intérêt collectif agricole (SICA)
5642	Société anonyme d'attribution à directoire
5643	Société anonyme coopérative de construction à directoire
5646	Société anonyme de HLM à directoire
5647	Société coopérative de production de HLM anonyme à directoire
5648	SA de crédit immobilier à directoire
5651	SA coopérative de consommation à directoire
5652	SA coopérative de commerçants détaillants à directoire
5653	SA coopérative artisanale à directoire
5654	SA coopérative (d'intérêt) maritime à directoire
5655	SA coopérative de transport à directoire
5658	SA coopérative ouvrière de production et de crédit (SCOP) à directoire
5659	SA union de sociétés coopératives à directoire
5660	(Autre) SA coopérative à directoire
5685	Société d'exercice libéral à forme anonyme à directoire
5699	(Autre) SA à directoire
5710	Société par actions simplifiée (SAS)
5720	Société par actions simplifiée à associé unique ou société par actions simplifiée unipersonnelle
6100	Caisse d'épargne et de prévoyance
6210	Groupement européen d'intérêt économique (GEIE)
6220	Groupement d'intérêt économique (GIE)
6316	Coopérative d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA)
6317	Société coopérative agricole
6318	Union de sociétés coopératives agricoles
6411	Société d'assurance mutuelle
6521	Société civile de placement collectif immobilier (SCPI)
6532	Société civile d'intérêt collectif agricole (SICA)
6533	Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)
6534	Groupement foncier agricole
6535	Groupement agricole foncier
6536	Groupement forestier
6537	Groupement pastoral
6538	Groupement foncier rural
6539	Société civile foncière
6540	Société civile immobilière
6541	Société civile immobilière de construction vente
6542	Société civile d'attribution
6543	Société civile coopérative de construction
6551	Société civile coopérative de consommation
6554	Société civile coopérative (d'intérêt) maritime
6558	Société civile coopérative entre médecins
6560	Autre société civile coopérative
6561	SCP d'avocats
6562	SCP d'avocats aux conseil
6563	SCP d'avoués d'appel
6564	SCP d'huissiers

	6565 SCP de notaires 6566 SCP de commissaires-priseurs 6567 SCP de greffiers de tribunal de commerce 6568 SCP de conseils juridiques 6569 SCP de commissaires aux comptes 6571 SCP de médecins 6572 SCP de dentistes 6573 SCP d'infirmiers 6574 SCP de masseurs kinésithérapeutes 6575 SCP de directeurs de laboratoire d'analyse médicale 6576 SCP de vétérinaires 6577 SCP de géomètres-experts 6578 SCP d'architectes 6585 (Autres) Société Civile professionnelle 6589 Société civile de moyens 6595 Caisse (locale) de crédit mutuel 6596 Caisse de crédit agricole mutuel 6597 Société civile d'exploitation agricole 6598 Exploitation agricole à responsabilité limitée 6599 Autre société civile 6901 Autres personnes de droit privé inscrites au registre du commerce et des sociétés 7389 Établissement public national à caractère administratif 9220 Association déclarée 9900 Autre personne morale de droit privé
APE	Activité principale de l'entreprise
	<i>nnnn</i> Code NAF en 4 caractères
NEMP	Nombre d'employés du groupe en France (défini seulement pour les entreprises filiales directes de l'État de 2002 à 2004)
	1 Groupe de moins de 10 000 salariés 2 Groupe de 10 000 à moins de 20 000 salariés 3 Groupe de 20 000 à moins de 50 000 salariés 4 Groupe de 50 000 à moins de 100 000 salariés 5 Groupe de 100 000 salariés ou plus <i>blanc</i> Entreprise qui n'est pas une filiale directe de l'État
FDE	Indicateur de filiale directe de l'État (défini seulement de 2002 à 2004)
	0 L'entreprise n'est pas une filiale directe de l'État 1 L'entreprise est une filiale directe de l'État
AVANT	Présence de l'entreprise dans le fichier de l'année précédente
	0 L'entreprise était absente (entreprise 'entrante') 1 L'entreprise était présente (entreprise 'perenne')
APRES	Présence de l'entreprise dans le fichier de l'année suivante
	0 L'entreprise sera absente (entreprise 'sortante') 1 L'entreprise sera présente (entreprise 'perenne')

## **Bibliographie**

Isabelle Gandin, Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2004, INSEE Résultats, série Économie, n°24, novembre 2005, 40 pages et un cd-rom.

*Cette publication a largement inspiré la présentation actuelle.*

Isabelle Gandin, Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2003, INSEE Résultats, série Économie, n°18, novembre 2004, 44 pages et un cd-rom.

Isabelle Gandin, Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2002, INSEE Résultats, série Économie, n°12, décembre 2003, 44 pages et un cd-rom.

Hervé Loiseau, 1985-2000 : Quinze années de mutation du secteur public d'entreprises, INSEE Première, n°860, juillet 2002, 4 pages.